

L'AUTOMNE EN ASIE

Patrice JORLAND

Historien-géographe, collaborateur de la revue *Recherches internationales*

C'est à l'automne que le président Obama se rend Asie. Cette année, son voyage l'a conduit en Inde et en Indonésie, dans un cadre bilatéral, puis en Corée du sud et au Japon pour des rencontres multilatérales. Les commentaires qui en ont été faits aux Etats-Unis sont radicalement opposés, les uns l'analysant comme une réussite stratégique, les autres comme la marque du déclin relatif des États-Unis, quand on n'y a pas tout simplement vu une fuite politique après la « dérouillée » (*shellacking*) essayée lors des élections de mi-mandat.

VRP

Dans un article du « *New York Times* » repris par la presse française, le journaliste Robert Kaplan a cru pouvoir inscrire ce voyage dans la vision géopolitique de Nicholas Spykman qui, il y a de cela trois quarts de siècle, suggérait aux États-Unis de prendre le contrôle des terres formant l'anneau extérieur (*rimland*) du continent eurasiatique. Rien de bien neuf on le reconnaîtra, si ce n'est qu'il s'agissait alors d'encercler l'Union soviétique, alors que c'est de la Chine qu'il est question aujourd'hui et, de fait, celle-ci a été constamment présente, en arrière plan des visites bilatérales ou au devant des rencontres multilatérales, pour ce qu'elle est et parce qu'elle est devenue une actrice essentielle des modifications en cours dans la corrélation des forces économiques, financières, politiques et normatives.

Cela a transpiré dans les deux discours prononcés, l'un à Delhi devant les deux chambres et l'autre à l'université nationale de Jakarta. Discours éloquents, comme c'est souvent le cas de la part du locataire de la Maison Blanche, sincères sans doute lorsque Gandhi a été invoqué et qu'ont été évoqués les souvenirs des années d'enfance passées en Indonésie, mais muets sur le rôle des États-Unis dans les massacres qui ensanglantèrent l'archipel à partir de 1965, sur le soutien accordé jusqu'à l'avant dernier jour au dictateur Suharto et sur la durable hostilité des États-Unis à l'encontre de l'Inde, accusée longtemps de neutralisme et de complaisance envers l'Union soviétique. L'accent y a été également placé sur la capacité dont ces pays font montre à subsumer l'extrême diversité de leurs populations, le discours de Jakarta reprenant par ailleurs le thème développé au Caire sur l'islam comme religion de tolérance et d'ouverture, dont l'Indonésie, pays musulman le plus peuplé du monde, serait le modèle. Les références à la Chine ont donc été indirectes, la démocratie parlementaire et

la diversité idéologique ouvrant, selon l'orateur, de plus fécondes perspectives de développement : « la prospérité sans liberté n'est qu'une autre forme de la pauvreté ».

Au-delà de ces homélies, il y a des faits concrets, le vif intérêt accordé à l'Association des nations de l'Asie du sud-est (ASEAN) depuis l'an dernier, le partenariat global conclu avec l'Indonésie, le partenariat stratégique déjà établi avec l'Inde et le soutien apporté à sa candidature à un poste de membre permanent du Conseil de sécurité, ainsi que l'exploitation des différends ayant surgi entre la Chine et certains de ses voisins, par exemple à propos des archipels des mers dites de Chine méridionale (Paracel et Spratly) et de Chine orientale (Senkaku/Diaoyutai). Ce sont également les contrats signés à Delhi, le président ayant par ailleurs juré qu'il se ferait représentant-placier afin d'assurer des emplois aux États-Unis. 6 milliards de dollars de contrats auront été ainsi signés en Inde, avec notamment la vente de dix appareils de transport militaires C-17 fabriqués par Boeing, qui viendront s'ajouter et à celui de 2,1 milliards de dollars signé en 2009 par la même firme pour la fourniture d'appareils de surveillance maritime et aux six avions-cargos C-130J que Lockheed Martin commence à livrer. En quoi il se confirme que les États-Unis demeurent, et de loin, le premier exportateur d'armements au monde, et que l'Inde diversifie ses commandes, en même temps qu'elle redéfinit sa politique étrangère. Son marché s'annonce prometteur. On estime en effet qu'avec un taux de croissance du PIB de 8% l'an, Delhi pourrait consacrer entre 50 et 80 milliards dollars à son équipement militaire au cours du prochain lustre. On a également parlé de l'accord de coopération nucléaire conclu sous Bush le jeune et d'un assouplissement des contrôles américains sur les exportations duales, afin de développer les échanges dans les secteurs de pointe où l'Inde dispose d'un important contingent d'ingénieurs et de chercheurs.

Congagement

Toutes raisons pour lesquelles il était pour le moins prématuré de parler, comme certains l'avaient fait, d'un G2 formé par les géants américain et chinois. Il est évident que les grandes questions du temps présent, notamment celles tournant autour du développement durable, ne peuvent être sérieusement abordées sans une concertation entre ces deux pays, dont par ailleurs les relations commerciales, financières et productives se sont approfondies et complexifiées. Mais celles-ci restent contradictoires et l'on est en droit de penser que la proposition faite en 1999 par le néo-conservateur américain Zalmay Khalilzad reste d'actualité, qui est d'articuler l'«endiguement» (*containment*) à la «cooptation», ou «engagement», de la Chine, parvenant ainsi au néologisme *congagement*.

En effet, si la République populaire de Chine ne cherche pas à fonder un nouvel ordre international, sa simple émergence comme puissance économique et financière tend inévitablement à modifier ce dernier, et si la ligne tracée par Deng Xiaoping de « faire profil bas » dans les affaires internationales demeure celle des dirigeants actuels, elle n'a jamais consisté à abandonner ce qui est considéré par ces derniers comme l'intérêt national. Bien

plus, l'ordre actuel repose sur des rapports et relève de normes qui restent régis ou définies par les puissances établies. Des différends ne peuvent donc que surgir et des tensions apparaître, qui ne se limitent en rien aux relations sino-américaines, mais qui incitent Washington à tenter d' « endiguer », en même temps qu'il « dialogue » et « coopère » avec Pékin.

19+1

Le voyage devait trouver son point d'orgue à Séoul lors de la réunion du G20, dans la mesure où le président Obama pensait être en mesure de rassembler la plupart des pays dans sa tentative d'obtenir l'appréciation du *renminbi*, la devise chinoise. C'est l'inverse qui s'est produit, si bien que l'agence Reuters a pu écrire que ce 5^{ème} sommet du G20 avait réuni 19 participants face aux États-Unis. La raison principale vient de la décision de la Réserve américaine de procéder à une nouvelle vague de création monétaire *ex nihilo*, décision qui entre directement en contradiction avec la politique suivie par la Banque Centrale Européenne, affecte de façon multiforme les économies du sud les plus dynamiques, relance les spéculations et ouvre une véritable guerre monétaire. Comme un échec n'arrive jamais seul, le gouvernement de Séoul, pourtant lieutenant fidèle, a refusé en l'état l'accord de libre-échange qu'il comptait conclure avec les États-Unis, pour cause de désaccord à propos de l'industrie automobile et de la viande bovine.

L'encerclement de la Chine, si ce projet a un sens, s'avère plutôt difficile, comme le confirment quelques données ou faits passés inaperçus. Bien que les relations entre les deux pays ne soient pas exemptes de contradictions, il est inexact d'écrire que la Chine s'oppose à la candidature de l'Inde au statut de membre permanent du Conseil de sécurité, les rencontres régulières Chine/Inde/Russie, dont on ne dit quasiment jamais rien en Occident, ayant abouti à un communiqué sur ce point. Le 28 octobre dernier, un contrat d'un montant de 10 milliards de dollars a été signé entre le groupe *Shanghai Electric* et le conglomérat indien *Reliance ADA* pour la fourniture de turbines de centrales thermiques au charbon. Wu Bangguo, le président de l'Assemblée nationale du peuple, s'était rendu à Jakarta peu avant le président américain et a indiqué la volonté de son pays d'investir l'équivalent de 6,6 milliards de dollars dans le développement des infrastructures indonésiennes. Enfin, les échanges commerciaux entre la Chine et les pays de l'ASEAN sont estimés à 22,5 milliards de dollars contre 15,6 milliards pour ce qui concerne les États-Unis.

Dans le parc Taman Menteng de Jakarta, près de l'endroit où Barack Obama a vécu de 1967 à 1971, une statue a été érigée l'an dernier le représentant sous les traits d'un garçonnet en culotte courte. Sur sa main tendue, un papillon se pose. La plaque porte les mots suivants : « L'avenir appartient à ceux qui croient en la puissance de leurs rêves ». Ceux du président sont-ils toujours ceux de l'enfant qu'il fut ?

Cette chronique est réalisée en partenariat rédactionnel avec la revue *Recherches internationales* à laquelle collaborent de nombreux universitaires ou chercheurs et qui a pour champ d'analyse les grandes questions qui bouleversent le monde aujourd'hui, les enjeux de la mondialisation, les luttes de solidarité qui se nouent et apparaissent de plus en plus indissociables de ce qui se passe dans chaque pays.

6, av. Mathurin Moreau; 75167 Paris Cedex 19

01 42 17 45 27 recherinter@internatif.org

Abonnements 4 numéros par an : 55 Euros, Étranger 75 Euros